

CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES 2019 PAR LE COMITÉ PERMANENT DES FINANCES DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES

PROPOSITIONS POUR LE BUDGET DE 2019 – FAITS SAILLANTS

Présentées par : Stephen St. Denis, défenseur des plus pauvres du monde

Avant de commencer, même si j'accueille favorablement le processus de consultation prébudgétaire, j'ai choisi de ne pas parler de « gage de compétitivité du Canada ». Je vais plutôt parler de la façon dont les pays en développement peuvent devenir concurrentiels grâce à une main-d'œuvre jeune, instruite et en bonne santé. Mais il faut d'abord briser les chaînes de la pauvreté abjecte et ses effets limitatifs. Le Canada peut collaborer en augmentant son ADO à un niveau proportionnel à son revenu national et en mettant l'accent sur des interventions éprouvées et rentables. J'espère que, dans ce processus démocratique, mon mémoire sera examiné de la même façon que celui des autres.

Recommandation 1 : Le budget de 2019 devrait comprendre un calendrier en vue de l'atteinte du ratio ADO/RNB moyen des pays membres de l'OCDE d'ici 2024 et d'un ratio ADO/RNB de 0,7 % d'ici 2030, avec des objectifs évolutifs sur trois ans.

Recommandation 2 : Le budget de 2019 devrait accroître le financement de la recherche et du développement sur la tuberculose, en particulier la tuberculose résistante aux médicaments.

Recommandation 3 : Le budget de 2019 devrait accroître le soutien aux programmes de nutrition afin de bâtir le capital humain parmi les populations les plus pauvres du monde. En tant qu'hôte de la conférence mondiale Women Deliver ayant au cœur de son programme d'ADO la Politique d'aide internationale féministe du Canada, le Canada devrait accorder une attention particulière au capital humain que représentent les filles et les femmes, y compris avant et pendant la grossesse.

Recommandation 4 : Le budget de 2019 devrait s'appuyer sur le leadership dont le Canada a fait preuve dans l'éducation des femmes et des filles en situation de crise en annulant la longue baisse des dépenses globales consacrées à l'éducation dans le monde.

Nous consacrons maintenant 0,26 % de notre RNB à l'ADO. L'augmentation de 2 milliards de dollars sur cinq ans de l'ADO dans le dernier budget ne constitue pas une augmentation réelle; elle ne fait que suivre la croissance de l'économie. Notre ratio ADO/RNB est toujours bloqué à 0,26 %¹.

De 1990 à aujourd'hui, le pourcentage de réduction de notre budget d'aide a été trois fois plus élevé que celui des programmes nationaux. Étant donné que l'aide ne représentait déjà de que 1,7 % des dépenses totales en 2017², ces économies réalisées aux dépens des pauvres étaient tout à fait inadmissibles.

Nous ne dépensons qu'environ la moitié de la moyenne des pays du G7 et des pays aux vues similaires. La comparaison est également établie entre ce que nous avons dépensé en aide au cours des 20 dernières années et notre moyenne historique de 0,46 % d'avant 1995. Le fait de ne pas maintenir cette moyenne aurait coûté, selon une mesure du coût par vie sauvée, plus de 7 millions de vies³.

Le dernier rapport budgétaire du Comité permanent des finances (FINA) recommandait une augmentation de l'ADO afin que cette dernière atteigne 0,7 % d'ici 2030.

Selon une étude réalisée en 2015, 94 % des Canadiens jugent qu'il est important d'améliorer la santé, l'éducation et les possibilités économiques des peuples les plus pauvres du monde. De plus, 62 % des Canadiens conviennent que le Canada devrait être l'un des chefs de file en matière de développement international⁴.

Si le gouvernement choisit de continuer à éviter de payer sa juste part, il aura le titre douteux de gouvernement ayant le plus faible engagement en matière d'aide internationale depuis un demi-siècle au Canada. Au moment où le gouvernement prend des décisions concernant le prochain budget, il doit décider s'il continuera de mettre en œuvre un programme mettant apparemment le Canada de l'avant. Cette forme de nationalisme s'inscrit dans une tendance inquiétante parmi les pays occidentaux qui risque de déstabiliser le monde encore plus qu'aujourd'hui.

Recommandation 1 : Le budget de 2019 devrait comprendre un calendrier en vue de l'atteinte du ratio ADO/RNB moyen des pays membres de l'OCDE d'ici 2024 et d'un ratio ADO/RNB de 0,7 % d'ici 2030, avec des objectifs évolutifs sur trois ans.

Dans un pays comme le Canada, où le flux de visiteurs, de migrants et de collaborateurs d'affaires est particulièrement élevé, les maladies infectieuses comme l'Ebola ou la tuberculose (TB) sont de réelles menaces. Il faut mentionner en particulier la menace posée par la tuberculose pharmacorésistante, qui est causée par le fait que des gens atteints de tuberculose ne terminent pas leur traitement.

¹ Canada ouvert.

² Canadian International Development Platform.

³ Initiative Canada Global.

⁴ Conseil atlantique pour la coopération internationale.

La tuberculose pharmacorésistante est difficile à détecter, facile à transmettre (une simple toux ou un rire dans un espace clos suffisent), potentiellement mortelle, et chaque traitement est très long et coûte au moins des dizaines de milliers de dollars. Nous nous souvenons tous des répercussions du SRAS sur l'économie de Toronto. Nous devons prendre ces types de menaces très au sérieux étant donné qu'il y a des centaines de milliers de cas de tuberculose pharmacorésistante.

Étant donné que les hommes et les femmes en âge de travailler constituent le groupe d'âge où l'incidence de la maladie est la plus élevée, la productivité et l'économie sont affectées négativement dans les pays où cette dernière est largement propagée.

TB REACH offre de petites subventions pour financer des approches novatrices visant à trouver et à traiter les patients atteints de tuberculose qui sont les plus difficiles à joindre et qui autrement ne seraient pas traités. L'organisme est prêt à investir dans des projets plus risqués de mise en œuvre de nouvelles approches et technologies qui, autrement, n'obtiendraient pas de financement d'autres sources. Depuis sa création en 2010, TB REACH a octroyé 127 millions de dollars US en subventions à 222 projets dans 51 pays. Ce programme a donné des résultats remarquables moyennant un coût relativement faible. Le Canada est son principal bailleur de fonds et devrait continuer d'appuyer l'innovation dans ce domaine.

Si nous pouvons aider à trouver de meilleurs moyens de détecter et de traiter la tuberculose dans le monde entier, nous pourrions peut-être appliquer les découvertes ici, chez nous. Le taux d'incidence au sein de la population inuite du Canada pourrait atteindre 300 fois celui de la population non autochtone⁵. En mars dernier, un jeune Inuit de 14 ans de Terre-Neuve a succombé à la maladie⁶. La façon dont il a contracté la maladie demeure un mystère.

Les Inuits sont vulnérables à la maladie puisque bon nombre d'entre eux vivent dans des conditions semblables à celles des pays en développement plus touchés, notamment parce qu'ils n'ont pas de logement adéquat et parce que la malnutrition est chose courante en raison du manque d'aliments abordables et du peu de possibilités d'emploi, ce qui signifie que trop de familles ont de la difficulté à joindre les deux bouts. La tuberculose ne respecte donc pas les frontières.

Pour ces raisons, l'importance du financement de la recherche sur le diagnostic et le traitement de la tuberculose a été soulignée dans le communiqué du Sommet du G7 de Charlevoix et il est important que le budget de 2019 donne suite à cette déclaration.

Recommandation 2 : Le budget de 2019 devrait accroître le financement de la recherche et du développement sur la tuberculose, en particulier la tuberculose résistante aux médicaments.

⁵ Indigenous Canada.

⁶ The Globe and Mail.

La malnutrition peut avoir des effets irréversibles sur la croissance, le développement, la santé et même la survie, et ce, du berceau au tombeau. Elle peut causer une insuffisance pondérale (petite taille pour l'âge), perturber le fonctionnement cognitif, affaiblir le système immunitaire et entraîner d'importantes diminutions de la capacité bénéficiaire à long terme, perpétuant irrémédiablement le cycle de la pauvreté d'une génération à l'autre. Elle exerce également une pression supplémentaire sur les systèmes de soins de santé déjà surchargés.

D'autre part, les enfants qui ont accès à une alimentation adéquate réussissent mieux à l'école et dans la vie adulte. Ils gagnent 20 % de plus⁷ sur le marché du travail et ont 10 % plus de chances de posséder leur propre entreprise⁸. Pour chaque dollar investi dans la malnutrition, le ratio coûts-avantages pour les pays à revenu faible ou intermédiaire est de 16 \$⁹.

Recommandation 3 : Le budget de 2019 devrait accroître le soutien aux programmes de nutrition afin de bâtir le capital humain parmi les populations les plus pauvres du monde. En tant qu'hôte de la conférence mondiale Women Deliver ayant au cœur de son programme d'ADO la Politique d'aide internationale féministe du Canada, le Canada devrait accorder une attention particulière au capital humain que représentent les filles et les femmes, y compris avant et pendant la grossesse.

Je félicite le gouvernement d'avoir annoncé, au Sommet du G7, qu'il s'engageait à verser 400 millions de dollars en fonds nouveaux et supplémentaires pour l'éducation des femmes et des filles en situation de crise. Cette annonce a permis d'obtenir 3,4 milliards de dollars d'autres pays et de la Banque mondiale, ce qui prouve que lorsque le Canada parle avec son chéquier, le monde écoute. C'est probablement la seule bonne chose qui ressort du Sommet.

Cependant, il y a encore près de 200 millions¹⁰ d'enfants non scolarisés, dont les deux tiers sont des filles, qui ne bénéficieront pas de cette annonce parce qu'ils ne vivent pas dans des régions touchées par le conflit ou l'instabilité.

Selon une étude de la Banque mondiale publiée il y a quelques années, le principal facteur à l'origine de la montée fulgurante des tigres asiatiques n'était pas l'accès aux ressources naturelles ou au capital, mais une population instruite. La Corée du Sud en est un excellent exemple. Alors que son voisin du Nord investit massivement depuis des décennies dans les armes de destruction massive, la Corée du Sud n'a fait de même que pour les « armes d'instruction de masse ». Aujourd'hui, son système d'éducation constitue le deuxième meilleur au monde, derrière celui de la Finlande. Après une guerre dévastatrice, elle est devenue une puissance économique et un chef de file mondial en matière d'innovation.

⁷ Assemblée mondiale de la Santé.

⁸ Scaling Up Nutrition.

⁹ Banque mondiale.

¹⁰ Partenariat mondial pour l'éducation.

C'est un exemple de la façon dont l'investissement dans le capital humain et l'infrastructure intellectuelle peut transformer un pays. La nouvelle Politique d'aide internationale féministe du Canada reconnaît que la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des filles et des femmes est la meilleure façon de bâtir un monde plus stable, prospère et équitable.

La meilleure façon de réaliser ces objectifs est d'investir dans l'éducation, qui a fait ses preuves pour accroître le revenu des femmes, réduire les décès maternels et les mariages d'enfants, ainsi que pour donner aux femmes les moyens de lutter pour leurs droits. La Banque mondiale a déclaré que l'investissement dans l'éducation des filles est celui qui est le plus rentable pour notre ADO.

Tout le monde parle de l'impact que la vague de baby-boomers vieillissants aura sur nous tous. Mais il y a une autre vague, dans le Sud, appelée le « poussée démographique des jeunes » (tendance démographique apparaissant lorsque le taux de mortalité infantile d'un pays diminue plus rapidement que le taux de fécondité). Par exemple, environ 41 % des Africains ont moins de 15 ans¹¹. En leur offrant une éducation de qualité, nous leur donnerions de l'espoir, des objectifs et des possibilités, en plus d'injecter dans un pays en développement une nouvelle source de main-d'œuvre qualifiée. Sinon, un plus grand nombre d'enfants deviendront analphabètes, privés de leurs droits et vulnérables à la radicalisation, et ce, à une échelle sans précédent. Le premier scénario est communément appelé « dividende démographique »; le deuxième est une bombe à retardement démographique. La fenêtre d'opportunités pour les pays donateurs se referme rapidement.

Pour que la Politique d'aide internationale féministe du Canada ait un impact réel, il est nécessaire de renverser la baisse sur dix ans du soutien canadien à l'éducation mondiale. Par exemple, le soutien du Canada dans ce domaine a chuté rapidement, passant de 438 millions de dollars US en 2010 à 262 millions de dollars US en 2016, ce qui représente une baisse de 40 %¹².

Recommandation 4 : Le budget de 2019 devrait s'appuyer sur le leadership dont le Canada a fait preuve dans l'éducation des femmes et des filles en situation de crise en annulant la longue baisse des dépenses consacrées à l'éducation dans le monde.

¹¹ African Institute for Development Policy (AFIDEP).

¹² Donor Tracker

